

Projection du documentaire sur la dette : <http://www.france.attac.org/videos/la-dette-documentaire>.

Explications sur les mécanismes de la dette, notamment la manière dont elle augmente la distance entre les bas et les hauts revenus. Les traités européens interdisant à la Banque Centrale Européenne (BCE) de prêter de l'argent directement aux états, ceux-ci doivent emprunter aux marchés financiers qui eux empruntent à la BCE. Ainsi, la Grèce, fortement endettée, emprunte de l'argent auprès de banques privées à un taux d'intérêt important, cet argent ayant été emprunté par ces mêmes banques à la Banque Centrale Européenne (BCE), donc aux pays européens, à des taux d'intérêt bas.

Le rôle de la BCE est de contenir le risque d'inflation, en réduisant la capacité des pays à gérer l'inflation eux mêmes. Les risques d'inflation liés à un emballement étatique ont donc été déplacés vers un risque d'inflation des taux d'intérêts des banques privées gérant ces risques. Ces banques font à leur tour monter les taux d'intérêt, ce qui génère également un risque et les conséquences qui en découlent. Ainsi, l'exemple grec montre que les dettes étatiques ne sont plus des placements sans risques. De la même manière, le rôle de la BCE est de contenir le risque d'inflation. Mais en prêtant aux marchés financiers, la BCE encourage les projets financiers et immobiliers qui entraînent l'inflation.

Présentation de l'historique de la Banque de France, organisme créé en 1800, notamment pour prêter de l'argent à l'état. Elle est construite autour d'une administration de banquiers privés pour garantir l'indépendance et éviter l'influence de l'état. Elle est devenue administrée par l'état français en 1936, puis protégée à nouveau d'un accès direct de l'état à la Banque en 1973. La BCE reprend ce rôle de prêteur en 1981, en restant indépendante de l'état et la Banque de France perd sa capacité de régulation régalienne.

Les intérêts des débiteurs, salariés et entrepreneurs, préféreront une monnaie faible (inflation) afin de rembourser leurs emprunts. Ils sont contraires aux intérêts des créiteurs, propriétaires et rentiers, qui préféreront une monnaie forte valorisant leur patrimoine.

Malgré sa volonté de rentrer dans l'Europe, l'Islande se retirera de ce système financier européen : elle refusera, politiquement, et par un référendum, que ce soit l'état qui rembourse les dettes d'une banque islandaise à des créiteurs non islandais. Malgré les risques de récession liés à l'abandon de ce système présentés par les marchés financiers, l'économie de l'Islande aura en définitive permis à la banque de rembourser cette dette.

Le film indique en conclusion que chaque citoyen peut faire ses choix et placer son argent où il le souhaite, choisir sa banque et indiquer avec sa responsabilité citoyenne, dans quel système il veut investir.

#### Présentation de Etienne Hayem

Présentation de l'histoire de la monnaie de l'antiquité à nos jours, avec la globalisation de l'économie, la déconnexion de l'argent à une référence physique (fin de la parité dollar-or en 1971), et l'importance de l'économie financière : aujourd'hui, seul 3% de l'argent disponible sur le marché financier correspond à de la monnaie composée de pièces et de billets .

Environ 2% de l'économie concerne la production de biens et de services, le reste est utilisé dans des paris, de la gestion de risque, ou autre activité spéculative.

Selon Bernard Lietaer, la monnaie est l'accord d'utiliser un média comme moyen d'échange dans une communauté de confiance. Etienne Hayem ajoute qu'un système monétaire est un engagement collectif à viser un objectif commun, il va engendrer des décisions, nécessiter la contribution de chacun, et va embarquer une garantie solidaire pour couvrir le risque d'échec.

Présentation de différentes monnaies complémentaires, notamment le WIR qui prend de l'ampleur en Suisse lorsque le franc suisse perd de la valeur, ou perd de l'ampleur lors que le franc suisse devient fort,

devenant ainsi un moyen de stabilisation local. Il y a 735 SEL en France, et 5000 types de monnaies complémentaires dans le monde.

#### Intervention de Marie-Louise Duboin

Marie-Louise Duboin insiste sur l'aspect pédagogique lié aux présentations de ce type, notamment pour aider la prise de conscience de l'ampleur du déséquilibre présent dans le système financier actuel. Elle précise également que le mot crise n'est pas adapté à la situation, celle-ci n'était pas temporaire, mais structurelle.

Elle se propose de soulever deux questions à propos d'une monnaie alternative : pourquoi et comment ?

Pourquoi ? —Parce que la monnaie officielle n'est pas gérée démocratiquement, qu'elle n'est pas au service de l'intérêt général et qu'elle pompe, hors de toute mesure et de toute justice, l'argent vers les riches (elle cite à ce propos le grand spéculateur Georges Soros : « Je reconnais qu'il y a quelque chose d'obscène dans le fait qu'on puisse comme moi gagner autant d'argent avec de l'argent. »). Du fait que les investissements soient faits par les riches sous forme de dette aux entreprises, les intérêts dus à tous les niveaux de la production s'accumulent et c'est ainsi que, selon Margrit Kennedy, les prix à la consommation en sont augmentés, en moyenne, de 40 %.

La monnaie bancaire (plus de 90% des moyens de paiement actuels) est créée sur un seul critère, la rentabilité. Ce qui impose l'obligation de croissance, entraînant la production de masse, l'obsolescence programmée, l'abrutissement par la publicité, le pillage des ressources naturelles, donc à la fois le mépris des êtres et de leur environnement. Ce système fonctionne grâce au secret bancaire apportant l'absence de contrôle, la possibilité d'utiliser les paradis fiscaux, l'absence de visibilité par exemple sur les 52.500 milliards d'euros qui ont circulé en 2011 sous couvert du shadow banking.

Marie-Louise Duboin insiste sur l'utilisation par les traders de la capacité des ordinateurs - elle souligne qu'aux États-Unis, 70% de ces transactions sont décidées et réalisées automatiquement - et sur l'intérêt qu'il y aurait à recycler leurs logiciels pour les appliquer à gérer notre monde dans le respect des besoins de chacun.

Les monnaies communautaires décrites ne sont pas la solution pour résoudre le déséquilibre actuel car elles interviennent parallèlement au système financier actuel, elles ne le remplacent pas et n'empêchent pas ses défauts de sévir. De plus, elles ne permettent notamment pas de financer les grands travaux, la recherche fondamentale, par exemple.

La solution se situera dans une monnaie alternative différente, respectant quelques principes :

1. une gestion démocratique, notamment dans l'engagement collectif d'utiliser la monnaie et les modalités de son usage. L'exemple des SEL montre un premier pas vers une économie basée sur le besoin et non sur l'envie et la rivalité (sur la coopération et non sur la compétition).
2. le bannissement de la démesure et l'injustice, notamment en empêchant la capacité de placement pour la capitalisation d'intérêts.

Le moyen pour résoudre les difficultés actuelles serait que chacun comprenne que la monnaie est construite par nous tous, que le système financier est entretenu par nos comportements, et que ce sont eux qui peuvent influencer les évolutions.

Pour conclure, Marie-Louise Duboin cite André Gorz : «Le cercle coopératif ne doit pas être conçu comme une mesure isolée à destination des chômeurs et des marginalisés. S'il en était ainsi, ce ne serait que la

dissimulation des failles du système».

... Et pose la question : la solution ne serait-elle pas dans une production solidaire généralisée ?